



N° 340 – janvier 2006

foi et développement

CENTRE INTERNATIONAL LEBRET-IRFED

49, rue de la Glacière - 75013 Paris - FRANCE

Tel 33(0)1 47 07 10 07 - Fax 33(0)1 47 07 68 66

e-mail : publications@lebrete-irfed.org

Sur le continent africain

EN FINIR AVEC LES DÉMOCRATIES DE FAÇADE

par Kä Mana*

C'est une évidence que les experts ont encore du mal à intégrer dans leurs analyses. Aujourd'hui, en Afrique noire, une bonne partie du pouvoir réel se trouve dans la rue. Là, les harangues des sectes religieuses, les menaces des caïds, ou la tyrannie des bandes armées font la loi. Ces potentats locaux régissent la vie quotidienne. Ils sont, au niveau d'un quartier ou d'une région, l'incarnation de ces « *potentats sans âme* » que décrit Kä Mana lorsqu'il évoque « *ces hommes qui se sont déclarés eux-mêmes providentiels* ».

L'article ci dessous est en ce sens une alerte. Il nous explique, à travers l'histoire récente, le lent processus de déliquescence des Etats et des communautés africaines dont il appelle de ses vœux un sursaut. Il n'est pas de bon ton, en cette époque de libéralisme exacerbé, de défendre le leadership communautaire. Tout nous montre pourtant que seules les décisions bien comprises et acceptées par la population peuvent perdurer et servir de bases stables au développement. L'enjeu ? Faire de la politique un bien commun par une consultation plus large et plus fréquente des populations.

L'on me permettra d'ajouter au constat de Kä Mana une variable: celle du temps. L'auteur ne l'évoque pas or elle est incontournable. Consulter prend du temps. Faire participer aussi. Le développement communautaire est donc inconciliable avec nos sociétés actuelles marchandes, pressées de vendre ou d'émigrer pour engendrer plus de richesses à court terme. C'est le talon d'Achille de ce modèle qui, pourtant, est le seul à prendre la défense de l'homme: il n'offre pas de résultats tangibles tout de suite, il ne renvoie pas à ceux qui y adhèrent l'image d'une force immédiate.

On sera tenté à ce stade, de suggérer une piste de réflexion: comment rendre compatible gouvernance solidaire et aspirations de la jeunesse africaine à une amélioration rapide de leurs conditions de vie ? Comment concilier besoin de palabres et dépendance à la mal-information de l'Internet ? Il ne faut pas seulement en finir avec les démocraties de façade. Il faut aussi que les modèles alternatifs soient capables de produire suffisamment de bonheur immédiat pour apparaître attractifs. Faute de quoi, les potentats continueront de régner en maîtres sur les rêves du continent noir.

Richard Werly

* Philosophe et théologien originaire de la République Démocratique du Congo, Kä Mana dirige le Centre d'études et de recherches œcuméniques et sociales (CEROS) à Porto-Novo au Bénin. Il enseigne en même temps à l'Ecole des hautes études théologiques et sociales (EFORTHESO) à Abidjan (Côte d'Ivoire) et à l'Institut supérieur de pédagogie pour société en mutation (IPSOM) à Bandjoun (Cameroun). Il est en outre Secrétaire général de l'Association œcuménique des théologiens africains (AOTA).

Parmi les causes qui expliquent la situation désastreuse du continent africain dans l'ordre mondial actuel, l'absence d'un leadership politique efficace et d'une gouvernance responsable mérite une attention particulière de la part de tous ceux et toutes celles qui veulent changer le destin de nos pays.

Elle mérite cette attention non seulement parce que le facteur politique est important et décisif dans l'organisation des forces sociales pour la transformation de la vie de tout peuple, mais surtout parce que, partout en Afrique aujourd'hui, les énergies d'action de nos populations sont sous la coupe d'une vision et d'une pratique de la politique qui nous empêchent de construire

des nations capables de peser sur la destinée globale de l'humanité¹.

Des potentats sans âme

En matière de leadership politique et de gouvernance, nous avons mis sur pied deux types de système qui ne nous ont menés nulle part. Le premier type, celui qui

a dominé la plus longue période de nos quarante-cinq années d'indépendance, a été celui de la foi en des hommes qui se sont déclarés eux-mêmes providentiels. Des personnages imbus de leur puissance politique et qui se désignaient par des totems de pouvoir absolu : *caïman, léopard, bélier, éléphant, lion ou lycaon*.

Au sommet de la pyramide des partis-Etats qu'ils avaient soumis à leur volonté, ils régnaient en autocrates et en potentats sans âme, prêts à tout pour se maintenir au pouvoir et jouir de leur statut de seigneurs invincibles. Leur leadership pyramidal ne supportait aucun contre-pouvoir. D'où la gouvernance aveugle et incompétente qui a été la cause de la faillite de nos nations.

Devant cette faillite, nos caïman, léopard, bélier, éléphant, lion ou lycaon ne pouvaient recourir qu'à la pire violence politique pour imposer à leur pays une paix des cimetières ou une soumission porteuse de tous les malheurs futurs : ceux des misères chroniques, des désespoirs mortels, des insécurités étouffantes, des guerres civiles interminables et des haines implacables d'où a jailli l'horreur absolue du génocide au Rwanda.

Les résultats catastrophiques de ce mode de leadership l'ont rendu non seulement impopulaire, mais aussi rationnellement inacceptable et humainement indéfendable. Le temps des hommes providentiels et de leur leadership tyrannique est terminé. Il faut ouvrir une autre ère.

Le deuxième type de gestion du pouvoir qui a dominé les dernières années de nos indépendances en Afrique a été celui des démocraties de façade, pour amuser la galerie de la communauté dite internationale. Puisque, depuis l'effondrement du mur de Berlin, cette communauté, sous la houlette des Etats-Unis et de la Communauté européenne, voulait que l'Afrique entre dans la danse radieuse de la démocratie, nos potentats locaux ont décidé d'habiller leurs pratiques de gouvernement avec des slogans démocratiques et des pseudo institutions démocratiques, sans rien changer à la substance pyramidale de leur pouvoir. On a vu ainsi surgir des constitutions dites démocratiques et briller partout sous nos ciels tropicaux des discours pour célébrer cette nouvelle Afrique avec ses institutions nouvelles censées nous garantir pour toujours, et la paix, et la sécurité, et la stabilité, et la prospérité.

Sauf quelques rares pays qui ont joué à fond le jeu de la transformation profonde de l'autocratie africaine avec leurs partis uniques, pour l'avènement d'une société de partage du pouvoir, tous les autres pays d'Afrique inter-tropicale ont cherché à jeter la poudre aux yeux de la communauté

internationale, à bluffer ainsi avec les bailleurs de fonds qui veulent croire, eux, à une démocratisation sur commande. Tant qu'ils s'accommodent facilement de quelques apparences, même trompeuses, « *qu'à cela ne tiennent !* », répondent les autocrates tropicaux.

Grâce à l'omniprésence des pouvoirs de l'ombre et à l'omnipotence des réseaux mafieux ou ésotérico-religieux dont l'action a consisté à soutenir ardemment certains de nos dictateurs, ceux-ci n'ont eu aucun mal à se faire passer pour des démocrates patentés. Sans que nous sachions vraiment qui est dupe de qui, nous avons vu s'installer sur notre sol des systèmes de prestidigitation démocratique et de « voodoo-voodoo » démagogique de la part de nos chefs, avec un satisfecit de certains présidents des pays occidentaux.

Un exemple : Le Togo de la dictature a bénéficié d'une étrange *compréhension* de la France, au point qu'on en est venu à se demander en Afrique si Eyadema avait mis Chirac sous hypnose ou s'il l'avait ensorcelé avec des *grimbas* et *matitis* locaux, ou s'il l'avait tout simplement enfermé magiquement dans une bouteille de champagne, à la manière des marabouts spécialistes des charmes qui grisent et décervèlent les êtres. Aux pires moments des crimes de feu du général Eyadema, on entendait de la bouche de Jacques Chirac des déclarations de soutien ou de compréhension, qui donnaient à penser à un envoûtement ou à une emprise « marjuanaesque » ou « canabistique ».

Les intérêts de l'Occident

Les plus lucides parmi les Africains et les Africaines n'ont pas cru à ces types d'explication. A leurs yeux, la seule vraie explication, c'est l'attachement de l'Occident à ses intérêts vitaux. Tant que les dictatures africaines habillées à la mode démocratique et nimbées d'une phraséologie du même acabit servent ces intérêts, tout va pour le mieux dans le meilleur des paradis démocratiques. On cherche alors à « *comprendre l'Afrique* » pour laquelle la démocratie à l'occidentale est « *un luxe* » face aux défis de la pauvreté et du sous-développement. On propose de « *laisser du temps au temps* » et de voir l'Afrique évoluer « *à son propre rythme* », selon les lenteurs conformes à ses temporalités ancestrales, vers une démocratie qu'elle aurait réinventée à son goût ou digérée « *à sa manière* ».

Cette vision des choses a consolidé l'emprise des démocraties de façade sur l'imaginaire des populations africaines. Celles-ci se sont lassées du mensonge de l'Occident en matière de foi en la

démocratisation de l'Afrique. Constatant que ces démocraties n'améliorent pas les conditions de vie des citoyens et qu'elles fonctionnent comme un système de comédie et une pitoyable danse du ventre des dictateurs et de leurs cliques pour attirer le regard lascif et compréhensif des maîtres du monde, ces populations se sentent humiliées et méprisées dans leur dignité. Certains de leurs leaders s'abritent alors sous le chapiteau des potentats régnants. D'autres rongent leur frein dans des partis d'opposition sans ressorts pour changer la société ni leviers pour imaginer un avenir de liberté réelle. D'autres encore s'enfoncent dans la totale désespérance et ne voient le futur que sous des jours de nécrologies sombres, dans la perspective d'une re-colonisation féconde et efficace : la seule issue d'espérance à leurs yeux².

A notre sens, le bilan décevant des démocraties de façade constitue, non pas une occasion de découragement et de désespoir, mais une opportunité pour remettre en cause leur mode de leadership et de gouvernance. Cela en vue de refonder la démocratie en Afrique ou d'inventer une nouvelle voie démocratique. Une voie qui serait autre chose qu'un folklore sans consistance pour des *négres* en mal d'avenir. Autre chose qu'un carnaval de singeries orchestrées par de *petits Africains* incapables de se gouverner eux-mêmes sans que des mots d'ordre illusoire ne les placent en situation de mimétisme ridicule ou de mensonge délirant face à leur propre être³.

Posons ici la question : quelle a été la cause de la faillite des démocraties de façade ? Trois réalités désastreuses, à nos yeux :

- la persistance d'un esprit d'accoutumance au mode dictatorial de gestion du pouvoir, tant du côté des gouvernants que du côté de leurs peuples ;

- la puissance des intérêts de la classe politique, qui n'a pas voulu saisir l'ère de la démocratie comme une occasion de mobiliser les énergies des peuples, au service des ambitions de progrès collectif et de bonheur communautaire ;

- le jeu trouble des gouvernants occidentaux qui ne donnent pas l'impression de vouloir une humanité où les intérêts communs des civilisations et des peuples priment sur l'ambition hégémonique des pays riches sur le monde.

Une gouvernance solidaire

Maintenant que nous avons décelé ces causes et que nous savons que ni le leadership pyramidal et sa gouvernance autocratique, ni les démocraties de façade et leur gestion calamiteuse de nos pays ne sont des chemins d'avenir, que convient-il de faire ? Notre réponse est celle-ci : il est temps d'inventer un leadership commu-

nautaire et d'engager nos populations et nos pays dans la pratique d'une gouvernance solidaire.

Nous voulons dire haut et fort ici que la rupture avec le leadership des partis uniques et de leurs chefs ainsi que la rupture avec les fausses démocraties africaines sont des enjeux pour lesquels toutes les énergies politiques et socio-spirituelles devront être mobilisées aujourd'hui. C'est une bataille à laquelle les forces religieuses qui croient en l'avenir ne peuvent pas se dérober, sous quelque prétexte que ce soit.

Contrairement à ce que l'on peut croire au premier abord, cette bataille ne consiste pas en une confrontation militaro-politique avec les pouvoirs en place, sur le modèle des mouvements révolutionnaires des décennies 70. Ce modèle a trop brassé des slogans vides et trop agité des idéologies sans consistance pour qu'on puisse encore avoir recours à ces recettes rhétoriques et à ces révolutions sanglantes.

Il ne s'agit pas non plus de verser dans l'agitation contestatrice du type des mouvements d'opposition qui ne cherchent qu'à partager pour leurs chefs les parts du *gâteau* national. Si l'enjeu est de partager la table du calife ou de se nourrir quelque peu des miettes qui tombent de la bouche du sultan, le tintamarre ne sert à rien car la montagne n'aura accouché que d'une souris, comme c'est le cas dans certaines de nos « *nouvelles démocraties* » africaines de pacotille, qu'elles soient « *avancées* » ou « *apaisées* », selon le vocabulaire à la mode dans les cercles de nos pouvoirs politiques. Ce dont il s'agit est plus profond et plus décisif : c'est l'éducation des populations dans le domaine du leadership communautaire et de la gouvernance de responsabilité réciproque.

Un nouveau leadership communautaire

Le leadership communautaire c'est avant tout l'émergence d'une conscience : la prise en compte des intérêts communs et la participation de tous et de toutes aux rouages par lesquels les décisions sur ces intérêts sont prises. L'essentiel ici est la circulation de l'information, la mise en commun d'idées, l'organisation des débats et consultations pour que tout le monde soit au courant de ce que les pouvoirs en place engagent comme responsabilité au nom de tous et toutes.

Si une telle démarche avait été lancée concernant l'endettement de nos pays ou l'utilisation des fonds générés par les ressources pétrolières, nos nations auraient pu faire de meilleurs choix que ceux qui font de nous aujourd'hui des pays pauvres très endettés. Si la participation populaire à l'affectation des fonds dans les différentes rubriques de nos budgets nationaux avait été sollicitée comme dimension essentielle dans les décisions à

prendre, on n'aurait pas assisté à l'effondrement de nos économies africaines sous le coup de l'avidité des requins et des vampires qui gouvernent souvent nos Etats.

Si l'on avait pris l'habitude de développer des mécanismes pour solliciter l'avis de toute la population sur l'orientation à donner aux décisions socio-politiques engageant l'avenir, notre horizon n'aurait pas été aussi sombre qu'il est aujourd'hui. On aurait compris qu'il nous faut fonder toutes nos politiques sur un avenir de responsabilité et de partage, sur des gestes de dialogue d'humanité qui conduisent non pas à la victoire d'un camp sur un autre ou à l'écrasement de la majorité par une minorité gouvernante, mais au sentiment que ce qui est essentiel pour la réussite de la vie communautaire devra être sauvegardé aux yeux de tous et toutes. Cette démarche conduirait à une gouvernance de la responsabilité réciproque, c'est-à-dire l'engagement de chacun et de chacune à être pour chacun et chacune, non pas seulement un contre-pouvoir face à l'exigence du bon fonctionnement de la vie communautaire, mais une chance de bonheur.

Il n'y aurait pas ici un chef absolu qui prendrait des décisions absolues comme dans les systèmes de dictature pyramidale. Il n'y aurait pas des clans, des cliques, des ethnies ou des tribus qui s'accapameraient toute la richesse nationale comme dans l'actuelle tyrannie des faux-monnayeurs de la démocratie, qui appauvrissent nos peuples avec la complicité de leurs maîtres d'outre-mer. Il n'y aurait pas non plus une *dictature démocratique* qui ferait croire que la majorité a toujours raison et que la minorité n'a qu'à se conformer aux décisions du plus grand nombre, comme c'est le cas dans les démocraties représentatives à l'occidentale aujourd'hui à bout de souffle.

Tout ce jeu du bluff démocratique où les plus forts manipulent les institutions et les personnes pour imposer leur point de vue et conduire à leur guise les grands choix sociaux disparaîtrait, car personne n'aurait plus foi dans des modes de leaderships aussi éloignés d'une véritable éthique de l'humain. Personne n'engagerait l'avenir sur un tel dévoiement de l'esprit humain et des institutions de gestion de la destinée collective. Une autre vision de notre futur surgirait de nos rêves pour une autre gouvernance et un autre leadership.

Un bonheur collectif à construire

La grande exigence de ce leadership communautaire et de cette gouvernance solidaire consisterait à savoir à tout moment qu'il y a un bonheur collectif à construire, les intérêts communs à sauve-

garder, un avenir communautaire à bâtir, et que chaque personne, ou chaque groupe, ou chaque tribu, ou chaque peuple, ou chaque nation en Afrique est responsable de ce bonheur, de ces intérêts et de cet avenir qui nous sont communs. Au lieu de travailler sur la base des profits individuels, ou claniques, ou tribaux, mafioso-corporatistes ou mystico-ésotérique qui détruisent la qualité du destin communautaire, on considérerait ce destin communautaire comme le vrai garant de l'épanouissement des individus.

Une telle réorientation de l'esprit et des mentalités exige un profond travail d'éducation et de formation. C'est dans ce travail que les forces de la foi ont le devoir de s'investir, de s'engager, pour montrer comment cet esprit devra prendre corps, depuis les petites échelles de développement local jusqu'aux grands enjeux de la gestion des nations et du continent, en passant par la prise en compte des identités communautaires ou tribales. C'est dans la promotion de cette démocratie sociale communautaire que réside la vraie force de la paix : la capacité de partager le bonheur et d'assurer à tous et à toutes l'épanouissement auquel nous avons droit en Afrique.

Aujourd'hui, on peut légitimement poser la question suivante : le leadership communautaire et la gouvernance solidaire ainsi définis sont-ils réellement possibles ? A quelles conditions peut-on raisonnablement espérer les instaurer en Afrique maintenant ?

Si nous avons situé le problème à l'échelle de l'éducation et de la formation de la conscience sociale, c'est parce que nous savons que l'idéal du leadership et de la gouvernance proposé ici ne va pas de soi. Il n'est ni dans les hautes sphères du pouvoir au sein d'une Afrique dominée aujourd'hui par le bluff démocratique. Ni dans le modèle de la gestion de la chose publique où les intérêts ethnico-tribaux et la corruption mènent la danse et sont devenus un véritable art de vivre. Ni dans certaines franges de nos populations qui ont déjà intériorisé la dictature des intérêts privés. Ni même dans certains lieux de réflexion et de pensée de plus en plus tentés par le pessimisme et le défaitisme.

Une nouvelle bataille pour la formation

La vraie lutte, c'est d'engager maintenant une nouvelle bataille pour la formation pour qu'émerge une nouvelle avant-garde qui croirait à ce nouveau leadership et à cette nouvelle gouvernance au point d'en faire le grand enjeu de l'avenir et de l'éducation de l'ensemble de nos sociétés. Cela demande que nous semions ce rêve

Une telle réorientation de l'esprit et des mentalités exige un profond travail d'éducation et de formation.

dans l'imaginaire populaire par un travail de type vraiment missionnaire : avec des campagnes et des croisades d'investissement du champ éducatif pour faire dès maintenant du rêve d'une nouvelle gouvernance et d'un nouveau leadership un rêve partagé par tous et toutes : le rêve de tout un continent qui s'engagerait ainsi dans la construction d'une véritable nouvelle espérance, résolument.

Mais il ne s'agit pas seulement de rêver pour rêver. Il s'agit d'incarner ce rêve dans des engagements précis :

- les choix individuels pour une autre manière de structurer la relation personnelle à tout pouvoir dans la société, en refusant toute forme d'allégeance aux leaderships et aux gouvernances qui tuent nos nations ;

- la capacité de lier les forces individuelles dans des mouvements collectifs de pensée et d'action, capables de développer les pouvoirs communautaires de résistance, de révolte et de résilience ;

- la décision de s'investir dans les luttes politiques et sociales qui sont déjà engagées ici ou là et qui vont dans le sens de la transformation sociale en Afrique ;

- l'urgence de s'inscrire dans le déploiement d'un véritable réseau mondial pour une nouvelle éthique du pouvoir et une nouvelle pratique de la démocratie, fondées sur l'idée communautaire et le bonheur partagé, dans une dynamique

sociale où serait libérer une féconde imagination altermondialisatrice.

Dans tous ces domaines, il nous semble impératif de gagner d'abord la bataille dans les idées et dans les visions du monde avant de prétendre la gagner dans la construction des institutions nouvelles. A ce niveau, des frémissements d'espérance sont déjà sensibles dans nos pays. Même si elles souffrent sous le poids de veilles pratiques anti-démocratiques et de toutes les fausses démocraties qui pullulent sous nos tropiques, nos populations sont poreuses à tous les mouvements d'idées qui contestent et remettent en cause ces pratiques. Elles sont déjà dans les rêves d'un nouveau leadership et d'une nouvelle gouvernance. L'important maintenant, c'est de canaliser tous ces rêves dans nos pays pour fertiliser le sol de notre espérance commune, là où les mentalités résistent à cause de la trop longue accoutumance au style africain du pouvoir dominateur.

Il est urgent de s'inscrire dans le déploiement d'un véritable réseau mondial pour une nouvelle éthique du pouvoir et une nouvelle pratique de la démocratie.

Et nous savons qu'en ce domaine, il n'y a pas mieux que les communautés de foi pour dégager l'horizon et ouvrir la route, en leur propre sein d'abord, et dans toute la société ensuite, afin qu'un modèle incarné de nouvelle gouvernance et de nouveau leadership puisse devenir convaincant quelque part. Ce serait là un premier pas, mais il serait capital pour l'Afrique et pour l'humanité.

Il le serait parce qu'il puiserait dans ce que l'humanité a de plus fécond : la sève spirituelle qui a conduit l'Homme à sortir de l'animalité pour constituer des communautés vivantes et organisées, régies par des règles de vie et des aspirations profondes pour l'épanouissement de tous et de toutes. A travers une conscience qui a peu à peu convaincu les peuples qu'ils appartiennent tous à un même sol éthique et spirituel, ce sol que les religions désignent par le terme de Dieu créateur, Père et Mère de tous les humains, de tous les peuples et de toutes les civilisations.

S'il y a un socle à poser pour la nouvelle gouvernance et le nouveau leadership dont nous parlons, il réside dans ce sol éthique et cette assise spirituelle que notre monde risque de plus en plus d'oublier. Si nous laissons cet oubli envahir toutes nos sociétés, nous préparons la catastrophe de l'anéantissement de l'humanité, à plus ou moins brève échéance, comme le montre l'irresponsabilité actuelle de la mondialisation néolibérale.

On comprend pourquoi, partout dans nos pays, les forces éthiques et spirituelles ont le devoir d'être ensemble et de coopérer dans leurs énergies pour sauver l'Homme et sa destinée, pour donner un avenir à l'humanité et un visage splendide à la grande aventure humaine sur la terre.

Kä Mana

Notes de référence

1 - Joseph Ki-Zerbo, *A quand l'Afrique ?*, Paris, Alliance des éditeurs indépendants, 2003.

2 - On peut citer une abondante littérature qui présente les attitudes des élites africaines en politique en donnant du continent une image totalement négative. Je préfère renvoyer ici à une vision plus lucide et plus nuancée : celle du récent numéro de la Revue Esprit (317, août-septembre 2005) dont le dossier dirigé par Jean-Pierre Chrétien et Bernard Salvain sous le titre "Vues d'Afrique" dégage un horizon qui donne à espérer.

3 - Kä Mana, *Réussir l'Afrique*, Yaoundé-Bafoussam, éditions CIPCRE, 2004.

Du nouveau à *Foi et développement*

Albert Longchamp a dirigé *Foi et développement* de janvier 1996 à décembre 2005. A travers ses éditos, très appréciés de tous, il a su apporter à la revue la touche du journaliste qui sait éveiller l'attention du lecteur et l'inciter à découvrir de nouveaux champs de recherche et d'approfondissement. Il a été nommé depuis peu provincial des jésuites de Suisse. Nous le remercions chaleureusement pour sa longue et fructueuse coopération à *Foi et développement* et lui souhaitons « bon vent » dans sa nouvelle responsabilité.

Richard Werly, 39 ans, qui le remplace, est chef du service étranger au quotidien *Le Temps* à Genève en Suisse. Journaliste, lui aussi, il a été correspondant permanent de *Libération* à Tokyo, grand reporter à *La Vie* et collaborateur de *Témoignage Chrétien*. Il vient de publier un livre sur l'aide aux victimes de la catastrophe du tsunami : *Tsunami, la vérité humaine* (édition du Jubilé, décembre 2005). *Foi et développement* est heureux de l'accueillir comme directeur et lui souhaite bonne chance.

Yves Berthelot, président du Centre international Lebrete-Irfed

FOI ET DÉVELOPPEMENT : publié par le Centre L.-J. Lebrete depuis 1972 (10 n°/an)

49, rue de la Glacière, 75013 Paris, France

e-mail : publications@lebrete-irfed.org - site web : www.lebrete-irfed.org - ISSN 0339-0462 - Imprimerie SEPIC, Paris, 0147051759

CONDITIONS DE VENTE : Abonnement annuel tous pays (y compris voie aérienne) : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF